

IRAK :

CONTINUITÉ DE LA STRATÉGIE HÉGÉMONISTE DES USA

par Sadek Hadjerès,
chercheur en géopolitique,
ancien premier secrétaire du PAGS (1966-1990)

L'atroce guerre de reconquête coloniale menée contre l'Irak est un jalon dans le basculement mondial accentué au cours de la dernière décennie. Le phénomène se présente aujourd'hui sous deux facettes complémentaires.

D'un côté, les dirigeants en place des USA, utilisant un potentiel militaire fantastique contre une nation et un Etat militairement de troisième ordre, ont osé entreprendre la plus sale et la plus cynique de toutes les guerres de l'histoire de l'humanité. Le passé en a pourtant connu de plus massives et répugnantes. Mais de nos jours la barbarie se mesure au contraste flagrant entre ce mode moderne de tueries et de dévastations et le progrès des valeurs de paix et de liberté universellement proclamées. Pourtant, les capacités sont devenues immenses de mettre en œuvre des ressources matérielles et scientifiques colossales au service non de la destruction mais de la construction d'un monde pacifique.

D'un autre côté, et précisément pour cela, l'opposition à la guerre a connu dans le monde une ampleur inédite. La protestation a surpris et impressionné par sa force et son étendue, d'autant plus que la nation et la société victimes de l'agression appartiennent à un monde islamique et arabe diabolisé au plus haut point et depuis longtemps par les propagandes racistes. En Occident, la vague de solidarité et de compassion envers le peuple irakien est venue d'horizons et de courants politiques, idéologiques et religieux les plus différents ou même opposés. Elle a égalé et souvent dépassé en intensité et en efficacité les réactions enregistrées dans le monde arabe et musulman.

Car les plans US ont été perçus comme ayant d'autres visées plus globales. Si on s'en tient à la période la plus récente, leur mise en œuvre avait commencé par un moment fort et prémonitoire avec le Kosovo il y a quatre ans.

A l'époque, quand j'avais suggéré à des chercheurs que c'était le premier pas vers d'autres objectifs tels que l'Asie Centrale, d'éminents connaisseurs en géopolitique, fiables et peu suspects d'illusions envers la politique étrangère US, étaient restés incrédules. La projection que j'évoquais leur paraissait énorme et peu probable, peut-être influencée chez moi, leur semblait-il, par un préjugé « d'anti-américanisme » idéologique. Sans doute aussi les crimes et méfaits du régime de Milosevic contribuaient à leur masquer partiellement la motivation principale et les visées à long terme du Pentagone et de la Maison Blanche. Moins

de trois ans plus tard, le scénario impensable se faisait réalité à des milliers de kilomètres de là, en Afghanistan et tout autour dans les républiques avoisinantes ex-soviétiques. L'opportunité en avait été favorisée, il est vrai, par les attentats du 11 Septembre 2001, dont tout laisse à penser qu'ils étaient tombés à point pour les commanditaires américains du Ben Laden des années 80.

Plusieurs éléments avaient fondé ma conviction de 1999, sans préjuger de la localisation ou des délais précis dans lesquels se concrétiserait ultérieurement l'escalade des plans US.

En premier lieu la démarche parfaitement cohérente des chauds théoriciens du projet global, tels que Samuel Huntington, malgré l'inconsistance ou les contradictions de l'argumentation à géométrie variable à laquelle il avait recours, tout aussi cohérente et cynique que l'avait été la démarche de Alexis de Tocqueville (avec plus de talent) un siècle auparavant lors de la barbare conquête coloniale de l'Algérie¹.

En second lieu, il était frappant que les recommandations circonstanciées de cet idéologue de l'empire US n'étaient pas des rêveries en chambre. Elles étaient appliquées à la lettre par les « décideurs », comme venait de le confirmer en ce printemps 99 l'adoption de la nouvelle Charte de l'OTAN pour l'après guerre froide. Ce document donnait à l'OTAN dans sa nouvelle version un rôle et des prérogatives inquiétantes, révélatrices d'intentions et d'une stratégie à peine cachées. Entre parenthèses, il fut approuvé chaleureusement et à grand spectacle par des alliés européens pusillanimes. Ils avaient oublié ou feint d'oublier l'appréciation clairvoyante du général de Gaulle, qui lui, était soucieux des intérêts français et peu enclin dans son jugement envers d'autres puissances à s'en tenir et se soumettre au chantage de la disparité des forces militaires.

Troisième raison de ma conviction : sur le terrain en Yougoslavie, les motifs des USA invoqués pour intervenir au Kosovo avec le gros bâton des frappes aériennes sur Belgrade apparaissaient clairement comme une duperie. Dans les faits, l'intervention réclamée à cor et à cris par les va-t-en guerre pervertissait et instrumentalisait les objectifs démocratiques et humanitaires proclamés, à savoir délivrer la population albanophone en butte à la répression de Milosevic (hautement condamnable mais présentée de façon très alarmiste comme cela se confirmera plus tard). Pourquoi alors les USA avaient-ils lâché complètement le président Rugova, régulièrement élu à une écrasante majorité par ses compatriotes musulmans et ouvert à une solution négociée et pacifique, tandis qu'ils mettaient en avant l'organisation aventurière et maffieuse de l'UCK, créée et armée par eux au service de leur complot.

Cela n'empêcha pas les Bernard Kouchner et autres Jack Lang de s'engager comme mouches du coche américain au nom du « droit d'ingérence ». Grisés comme s'ils étaient aux commandes de la fantastique armada qui leur échappait complètement, ils se sentaient des ailes de stratèges pour encourager et commenter les opérations militaires, bombardements et « dégâts collatéraux ». A des interlocuteurs français démocrates, je demandais ce qu'ils auraient pensé si dans les années cinquante une instance internationale avait ordonné de bombarder Paris pendant la guerre d'Algérie comme on le faisait en 1999 pour Belgrade, sous prétexte des atrocités commises alors par le corps expéditionnaire français en Algérie. Ils me répondirent en un éclair, sans y avoir apparemment réfléchi: ce n'est pas la même chose ! Inconsciemment, ils montraient à quel point l'idée du « deux poids et deux mesures » était en Occident enracinée comme un fait de culture insidieux dans les esprits intellectuellement et

¹ cf mon article « Civilisations et géopolitique : regards croisés Algérie-Occident », dans HERODOTE, revue de géographie et géopolitique, consacré à « Europe du Sud - Afrique du Nord », n° 94, troisième trimestre 1999

moralement les plus ouverts, les plus sincèrement acquis à l'universalité des droits de l'Homme.

L'inégalité flagrante devant les normes internationales, c'est le corollaire, violent ou insidieux, de la « mission civilisatrice » au service des différentes formes de domination. On sait combien de l'autre côté des Pyrénées, la réaction à cette perception discriminante est au cœur des révoltes brûlantes. C'est la pourvoyeuse maléfique du « choc des civilisations », une conception autour de laquelle trônent et se retrouvent ses manipulateurs et intégristes en chef de tous bords, de toutes religions ou incroyants, comme les faces de la même monnaie frappée à l'effigie de leur idole commune, le dollar, nerf des projets hégémonistes.

LE CAS DE L'ALGERIE

Une quatrième raison et non la moindre, m'avait fait mieux mesurer la tendance lourde et constante de l'hégémonisme US à perpétuer et étendre son emprise en faisant feu de tout bois dans chaque pays du monde. Je l'ai puisée dans l'évolution de l'Algérie au cours de la dernière décennie. En fait, c'était la confirmation de ce que l'actualité internationale m'avait appris depuis que je m'étais éveillé à la vie politique dans les années quarante. En 1990 et 1991, pendant la crise et la guerre du Golfe, les rumeurs inspirées ne cessaient de désigner l'Algérie comme la cible prochaine après l'Irak, en invoquant de prétendues dangereuses recherches nucléaires sur le site de Ain Oussera. Les USA n'eurent pas besoin d'intervenir eux-mêmes. La déstabilisation résulta de la conjonction de deux facteurs. D'abord, les orientations antidémocratiques internes accumulées durant le règne du parti unique et accompagnées de manipulations occultes des sphères du pouvoir. Elles ont convergé avec la tentative frontale des courants islamistes extrémistes de détruire l'Etat national (la daoula wa la dastour : ni Etat ni Constitution, scandaient les manifestants islamistes de Juin 91). Cet assaut, favorisé par le large et justifié mécontentement populaire, a été soutenu ou/et pris en main par les membres des réseaux intégristes constitués depuis l'Arabie Saoudite et l'Afghanistan mis en place et activés dans les années 80 par la CIA. On ne s'étonnera pas que durant les années où furent assassinés des dizaines de coopérants étrangers originaires surtout d'Europe, il y eut « zéro mort » américain en Algérie, tandis que les sociétés américaines damaient le pion à toutes les autres dans le domaine des hydrocarbures algériens, jouissant quasiment d'un statut d'exterritorialité dans les zones sahariennes. Autorités et media des USA voyaient même s'approcher le moment d'une chute du système étatique algérien et son remplacement par un appareil dévoué à leurs intérêts.

Ces orientations connurent en apparence un retournement spectaculaire après les attentats du 11 septembre 2001. Les dirigeants US brûlèrent ce qu'ils avaient adoré et vouèrent à l'enfer du Mal les courants qu'ils avaient encouragés. Ce qui fit croire imprudemment à un certain nombre de nos compatriotes (qui l'ont exprimé en termes enthousiastes) que désormais les américains y voyaient plus clair. Grâce à eux nos problèmes de sécurité et de démocratie allaient être enfin réglés. Remarquons en passant que certains de ces milieux avaient avancé, avant les élections présidentielles américaines (on sait dans quelles conditions douteuses Bush en a été proclamé vainqueur), que l'équipe républicaine si elle était élue, serait plus favorable à la cause palestinienne que l'administration Clinton. Ils faisaient notamment remarquer avec satisfaction que cette équipe comportait des magnats et lobbies très influents du pétrole, précisément ceux qui avaient investi le plus en Algérie au cours des dernières années. Leurs noms nous sont mieux connus aujourd'hui, ils sont parmi les promoteurs les plus agressifs de l'invasion de l'Irak. Leurs thuriféraires algériens avaient oublié aussi de mentionner que parmi eux se trouvaient des soutiens de la stratégie ultra-sioniste de Sharon, les uns et les autres convergeant dans l'idée que Israël et les USA avaient

les moyens militaires de mener jusqu'au but leurs objectifs en défiant toute la communauté internationale ; ce n'était pas à eux à se plier aux vœux de cette communauté, c'était au reste du monde de se remodeler, en particulier au Proche et Moyen Orient.

Bien sûr que ces gens aiment l'Algérie et s'intéressent à elle, comme ils aiment l'Irak et ses fascinantes richesses ! La preuve, c'est que, pour notre bien évidemment, ils ont insisté pour la privatisation immédiate et de fond en comble du secteur des hydrocarbures. Ce que l'ambassadeur US à Alger a martelé à la presse en des termes si peu élégants, qu'en d'autres temps les plus timorés des Algériens les auraient jugés offensants et méritant un rappel à l'ordre officiel.

Y a-t-il pour autant échange de bons procédés ? Non. La compréhension affichée par les autorités algériennes pour une éventuelle coopération avec l'OTAN ne reçoit en retour que méfiance et volonté de chantage quand il s'agit de livrer à l'Algérie des équipements jugés utiles à la maîtrise des problèmes sécuritaires (à supposer que cet aspect technique soit l'élément le plus déterminant dans la solution radicale à la crise algérienne). En passant, on peut juger naïve l'idée émise par certains que l'Algérie pourrait faire bénéficier les USA de son expérience de dix années de lutte antiterroriste. Si on n'a en vue que le traitement purement sécuritaire, ces méthodes sont depuis longtemps appliquées par les USA et par les agents qu'ils forment dans toutes les régions du monde. C'est le traitement politique, économique, social et culturel des causes profondes de ces tragédies qui est chez eux défaillant au plus haut point. Leur carence structurelle dans ces domaines reproduit au contraire et amplifie les mêmes causes socio-politiques et se trouve à l'origine de leurs échecs. Le meilleur conseil à leur donner, le meilleur service à rendre aux peuples, y compris américain, c'est de faire en sorte que le monde après le 11 septembre ne connaisse pas la longue spirale sinistre qu'a connue l'Algérie depuis plus de dix ans, faute d'une articulation adéquate entre le légitime souci de sécurité et de paix et le traitement radical des problèmes de fond qui génèrent l'insécurité. La meilleure suggestion à leur faire, s'ils veulent bien l'écouter, c'est de se référer à un des plus grands hommes de leur histoire. Benjamin Franklin, un illustre physicien et homme politique américain, l'un des rédacteurs (avec Thomas Jefferson et John Adams) de la Déclaration d'Indépendance en 1776 avait lancé à ses compatriotes un avertissement fondamental: « ceux qui veulent sacrifier la liberté à la sécurité ne méritent ni l'une ni l'autre ».

LES ENJEUX FONDAMENTAUX ET NON LES DISCOURS

Bien des yeux se sont évidemment ouverts depuis que les menaces contre l'Irak se sont transformées en agression sauvage et occupation. Les courants « islamistes » ou « démocratiques » qui se sont montrés alternativement déçus des volte-face US n'avaient pas raison de l'être. Foncièrement et stratégiquement, il n'y a pas eu de retournements. Les dirigeants de l'empire US sont restés strictement fidèles à leurs objectifs et à leur stratégie d'ensemble. Cette dernière est cohérente, c'est elle qu'il faut prendre en compte et condamner et non pas le fait d'avoir plusieurs fers au feu pour ce qui est de leurs alliances tactiques au service de la même stratégie. Le vrai problème est d'avoir les yeux grands ouverts sur ce que leurs théoriciens ont conçu et que leurs dirigeants les plus imprégnés des orientations ultra-libérales réactionnaires ont mis en œuvre avec une continuité sans défaut. D'autant plus que dans les moments cruciaux comme actuellement, leur discours arrogant n'hésite pas à dévoiler crûment leurs projets et leurs états d'esprit.

Si cela ne devait dépendre que des intentions des maîtres de cet empire, rien n'arrêterait leurs visées. Nul peuple et nation n'est désormais à l'abri. En feront les frais même ceux qui croient acheter les grâces du maître par leur servilité ou croient passer à

travers les risques en se faisant accommodants. Ce n'est pas isolément, un par un, que les peuples ou les individus peuvent espérer échapper au sort du mouton de l'Aïd. Rien n'arrêtera les appétits et la brutalité impérialistes, si ce n'est, sous de multiples formes, la résolution des peuples d'y faire barrage TOUS ENSEMBLE, y compris avec le peuple américain dont la voix encore insuffisante s'est pourtant fait entendre avec une force qu'on aurait souhaité trouver dans nombre de pays arabes.

Pour l'instant, la Corée du Nord n'a pas été une cible prioritaire avant l'Irak, alors qu'elle constitue objectivement un danger et un défi plus grands selon les critères des USA, d'autant qu'elle se situe dans une zone proche des fabuleux hydrocarbures sibériens. Si la menace n'est que différée pour des raisons d'opportunité, c'est avant tout parce que dans cette zone sensible, la Chine et la Russie savent à quoi s'en tenir et que leur poids est différent de celui des voisins de l'ex-Yougoslavie ou de l'Irak. C'est l'une des raisons du rapprochement de ces deux grandes puissances avec l'Europe pacifiste au sujet de l'invasion de l'Irak. Aussi pour l'instant la proie coréenne est trop coriace pour l'équipe aventuriste de G.W.Bush, que certains appellent « chicken hawks », les faucons pour poules, du fait qu'ils ne s'attaquent qu'aux proies faciles, et que leur courte vue ne s'inquiète pas des conséquences à plus long terme. En quoi ils sont différents des « faucons de race » du genre des Bush père, Brzezinski, Kissinger et autres, censés avoir une vue perçante des intérêts US, plus lointains et plus globaux que les profits immédiats du complexe militaro-industriel dont ils sont pourtant partie prenante.

Dans tous les cas, une évaluation serrée s'impose à nous pour déterminer dans tous leurs aspects et leurs interactions, d'un côté les forces et les faiblesses des puissances prédatrices qu'elles soient étatiques ou non, et d'un autre côté les forces et les faiblesses des peuples et des nations dépendantes sous divers rapports mais qui se refusent à être des proies faciles. Ainsi deviendrait-il possible de mettre en oeuvre les meilleures lignes et formes de résistance et pouvoir dire : quelle qu'ait été l'issue à court terme d'une agression criminelle et sans gloire, l'occupation militaire des villes et des champs pétroliers d'Irak, même avec la caution d'une administration soumise ou opportuniste, ne sera que la première phase de longues batailles patriotiques et politiques à l'échelle mondiale, appuyées par l'opinion et la diplomatie internationales. Dans cette bataille, si l'action prend en compte les aspects profonds et non les faux semblants et les effets d'annonce et de pure propagande, les envahisseurs et leurs associés dans l'entreprise de pillage seront tôt ou tard inévitablement les perdants.

Il serait souhaitable que de nombreux échanges abordent les aspects divers de cette évaluation nécessaire, en s'articulant sur les bouillonnement intenses et prometteurs qu'on observe à l'échelle internationale.